

Faut-il supprimer l'ENA ?

Posté le : 3 septembre 2016 15:35 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Réforme, Economie et politique, Fiscalité

Il est intéressant de constater que des thèmes que nous illustrons depuis près de 20 ans maintenant, dans l'indifférence générale, commencent à susciter des réactions, du fait du constat du désastre général.

Une exemple : Nous considérons qu'en France le triomphe de l'Enarchie Compassionnelle depuis 1974 est largement responsable de la dérive de nos finances publiques et de l'étouffement du secteur privé. Nous considérons qu'il est absolument crucial que la haute fonction publique ne puisse pas gouverner et qu'on refuse de mêler le pouvoir politique et le pouvoir administratif. Pour cela plusieurs mesures sont nécessaires :

- L'interdiction des doubles rémunérations publiques
- L'interdiction de postuler à des mandats électifs qui fixent votre rémunération et vos conditions de carrière, lorsqu'on est personnel à statut
- La suppression de certaines disposition du statut des fonctionnaires et notamment l'instauration d'une retraite fondée sur l'accumulation de points plutôt que sur un état statutaire.

Ces disposition éviteront une capture de la vie politique allant parfois jusqu'au rang municipal et le blocage systématique de toute mesure visant à réduire et rendre moins couteuse les politiques publiques.

Faut-il pour autant supprimer l'ENA, comme l'exigeait déjà Edith Cresson et le redemandent des candidats à la primaire de la droite et du centre ? Pourquoi donc ? Une grande école n'est pas en soi un problème. Les grands corps et leur mode de fonctionnement en sont un. L'accès aux grands corps devrait se faire après 10 ans de pratique professionnelle dans des filières actives de la fonction publique. Nous avons également besoin en Europe et dans l'ensemble des institutions internationales de fonctionnaires de qualité capables d'assumer les plus hautes fonctions. Sélection et qualité de la formation sont absolument nécessaires et même attractivité. Il faut continuer à séduire des élites républicaines désireuses de se porter aux plus hautes responsabilités administratives du pays. Mais le politique est un autre domaine qui suit d'autres logiques et qui ne peut être mis sous tutelle par la haute fonction publique.

En finir avec l'énarchie compassionnelle, oui. En finir avec l'ENA, non ! Il faut dépasser les slogans simplistes pour toucher les modes profonds de fonctionnement. Une des conséquences est qu'il faut une autre source de formation politique afin que les élus ne soient pas totalement dépassés par leur tâche. Ce rôle est usuellement dévolu aux partis, aux associations et aux syndicats qui doivent mettre des jeunes pousses en situation de faire de la politique intelligente et intelligible. Ils ne jouent que très partiellement ce rôle en France parce qu'ils sont le plus souvent dirigés par des gens qui ne veulent pas de cette ouverture. Le résultat est le mélange d'apparatchiks nullissimes, pourris d'idéologie et d'énarques pontifiants, pourris de certitudes étatistes, qui fait le fond de sauce de la politique française.

Les trois mesures proposées ne sont pas difficiles à mettre en œuvre. Elles ne coûtent absolument

rien. Elles peuvent rapporter gros aussi bien en termes de démocratie réelle qu'en économie sur la dépense publique. On notera qu'elles ne sont ni de droite ni de gauche. Elles veillent simplement à éviter des abus et à promouvoir la juste représentation des intérêts de la population. Lorsque la dépense publique en France est à 1.300 milliards d'Euros et la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchands non financiers à 1.200, on peut tout de même admettre qu'il est temps de sauter le pas.

Candidats à la présidentielle, encore un effort !